

Association de la Finance Digitale

Association Sans But Lucratif

9, Avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette

STATUTS DE L'Association de la Finance Digitale, en abrégé « AFiDi »

Siège social : 9 Avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette

STATUTS TELS QU'APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 17
SEPTEMBRE 2018

- Chapitre Ier. - Dénomination, siège, objet
- Chapitre II. - Membres, admissions, démissions, exclusions et cotisations
- Chapitre III. - Administration
- Chapitre IV. - Assemblée Générale
- Chapitre V. - Comptes annuels
- Chapitre VI. - Modification des statuts
- Chapitre VII. - Dissolution et liquidation

- Chapitre VIII. - Dispositions générales

Chapitre Ier.- Dénomination, Siège, Objet

Art. 1^{er}. Entre les soussignés (liste des membres fondateurs en annexe 1) et ceux qui y adhéreront ultérieurement, il est formé une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 et les présents statuts et portant le nom de *Association de la Finance Digitale*, en abrégé AFiDi.

Art. 2. L'association a son siège social au 9 Avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette. Il pourra être transféré en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Art. 3. Sa durée est illimitée.

Art. 4. L'association a pour objet de grouper en son sein les personnes qui, dans le cadre de leur activité professionnelle, manifestent un intérêt pour l'économie et la finance digitales et/ou font preuve d'un intérêt particulier pour les monnaies/paiements électroniques.

Elle se propose de favoriser la communication et l'échange d'idées entre ses membres par des rencontres régulières, par la participation à des groupes de travail internes à l'association ou externes, ainsi que par l'organisation de conférences et de débats concernant des thématiques liées aux monnaies/paiements électroniques et cryptographiques et plus largement dans le domaine de l'économie digitale.

Elle se propose également de nouer des contacts avec des associations étrangères ayant un objet analogue.

Chapitre II.- Membres, Admission, Démissions, Exclusions et Cotisations

Art. 5. L'association se compose de différentes catégories de membres (Les Membres) :

- Membres Actifs sont ceux qui exercent à titre habituel une activité professionnelle qui est directement liée aux monnaies/paiements électroniques et cryptographiques. Ils participent aux activités de l'association, acquittent une cotisation et possèdent le droit de vote ;
- Membres Adhérents sont ceux qui n'ont pas le statut de membres actifs ni le statut de membre d'honneur ou fondateur ; ils participent aux activités de l'association, acquittent une cotisation mais ne possèdent pas le droit de vote,
- Membres d'Honneur les membres ainsi désignés par le Conseil d'Administration et ayant acquis des mérites particuliers, par exemple les personnalités qui mettent ou ont mis leur notoriété au service de l'association ; ils peuvent participer aux activités de l'association, ils n'acquittent pas de cotisation et ne possèdent pas le droit de vote.
- Membres Fondateurs sont les personnes énumérées en annexe 1 et ayant procédé à la fondation de l'Association ainsi que les personnes devenant membres endéans le mois suivant la constitution de l'association et désignées comme Membre Fondateur par le Conseil d'Administration. Ils participent aux activités de l'association, acquittent une cotisation et possèdent le droit de vote.

Pour être admis en qualité de Membre, outre ceux qui sont statutairement nommés, il faut adresser une demande au Conseil d'administration, accepter les statuts et payer la cotisation fixée annuellement.

C'est au Conseil d'administration qu'il appartient de définir la catégorie de chaque Membre.

Le Conseil d'administration décide à la majorité des trois cinquièmes de l'admission de Membres et de leurs catégories respectives.

Art. 6. La qualité de membre se perd :

a) par le décès ou l'incapacité civile

b) par décision que le Conseil d'Administration peut prendre si le membre dûment sommé n'a pas payé sa cotisation annuelle endéans les trois mois après l'échéance,

c) par décision du Conseil d'Administration, dans l'hypothèse d'agissements graves de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Association.

d) par décision du Conseil d'Administration, dans l'hypothèse de l'impossibilité avérée de retrouver les coordonnées professionnelles d'un membre,

e) par exclusion prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des trois cinquièmes de voix.

Art. 7. Le nombre des membres est illimité, toutefois le nombre minimum est fixé à cinq.

Art. 8. Le montant de la cotisation de membres actifs et adhérents est fixé annuellement par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des membres présents avec un montant maximum de 500 euros. Son montant est proposé par le Conseil d'administration. .

Chapitre III.- Administration

Art. 9. L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de cinq membres au moins pris parmi les membres actifs, les membres fondateurs et les membres d'honneurs. Les membres d'honneurs ne peuvent représenter plus de la moitié du nombre total de membres du Conseil d'Administration. Les membres du conseil d'administration désignent entre eux un Président qui doit être choisi parmi les membres actifs ou fondateurs, un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire et un trésorier. Le mandat des membres du Conseil d'administration aura une durée de deux ans.

Les membres sortants sont rééligibles deux fois.

Les charges sont purement honorifiques.

Art. 10 L'association pourra se doter d'un Comité Scientifique et Technique (en abrégé « CST »). Le CST sera un groupe d'experts ayant une intelligence scientifique, académique technique et/ou métier leur permettant de comprendre les enjeux liés à l'économie et de la finance digitales en général et aux monnaies/paiements électroniques et cryptographiques en particulier ; et d'en avoir une vision. Les membres du CST pourront notamment être des personnalités du monde académique, des chercheurs, des personnalités de haut niveau reconnus pour leurs compétences en matière de monnaies/paiements électroniques et cryptographiques et/ou en matière d'économie digitale.

Les membres du CST seront choisis par les membres du Conseil d'Administration. Ils n'interviendront pas dans la gestion de l'association.

Le CST aura pour objectif d'éclairer l'Association sur les évolutions scientifiques, technologiques et métier dans les domaines d'intérêt de l'Association. Il aura également pour objectif d'offrir à l'association un cadre théorique et critique et de mettre à disposition des membres de l'Association les résultats des travaux menés par les groupes de travail qui pourront être constitués. De plus, le CST contribuera à l'élaboration de documents scientifiques, techniques et métier publiés par l'Association et sera garant de la qualité de

la réflexion, de la cohérence des productions et du positionnement de l'Association en interne (publications, événements, études...) et en externe (interventions, interviews...). Enfin, le CST aura également pour mission d'identifier les sujets les plus importants pour l'Association.

Une « Charte d'adhésion et de fonctionnement du Comité Scientifique et Technique » définie par le Conseil d'Administration définira notamment les modalités de fonctionnement et la gouvernance du CST.

Art. 11. En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateurs et ce dans la limite de la moitié de la totalité des sièges, les membres du Conseil d'Administration peuvent, par décision spéciale prise à la majorité des trois cinquièmes des voix des membres présents, pourvoir provisoirement à leurs remplacements jusqu'à la prochaine Assemblée Générale en nommant par voie de cooptation un ou plusieurs Administrateurs sous réserve de ratification lors de la première Assemblée Générale suivante.

En cas de vacance de plus de la moitié des sièges d'Administrateurs, seule l'Assemblée Générale après convocation du Conseil d'administration pourra pourvoir à leurs remplacements.

Art. 12. Les réunions du Conseil d'administration sont convoquées par le président ou un ou plusieurs vice-présidents.

Art. 13. Au sein du Conseil d'Administration, un quorum réunissant la moitié des membres est nécessaire pour délibérer valablement. Les décisions seront prises en compte à la majorité des voix des membres présents, hormis les articles des statuts précisant un autre type de majorité. En cas d'égalité de voix, le vote du Président du Conseil d'Administration sera prépondérant.

Art. 14. Le Conseil d'Administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extra judiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres.

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'établir un Règlement d'Ordre Intérieur dont le contenu peut prendre en compte tous les éléments de la vie associative. Le Règlement d'Ordre Intérieur est adopté à la majorité des membres présents au sein du Conseil d'Administration ayant à son ordre du jour l'approbation du Règlement d'Ordre Intérieur. Un quorum réunissant les deux tiers des administrateurs est nécessaire pour modifier le Règlement d'Ordre Intérieur.

Art. 15. L'association est en toutes circonstances engagées par les signatures conjointes de deux membres du Conseil d'Administration.

Chapitre IV.- Assemblée Générale

Art. 16. L'assemblée Générale se réunit en session ordinaire au moins une fois l'an. Elle est en outre convoquée par le conseil d'administration chaque fois que la majorité de celui-ci le juge nécessaire ou lorsqu'un cinquième **des membres** en fait la demande. Les convocations sont adressées individuellement par simple lettre ou tout autre moyen de communication, le cas échéant électronique, ou par la presse aux membres et ceci au moins deux semaines avant la date de la réunion.

La convocation doit contenir un ordre du jour.

Art. 17. L'Assemblée Générale convoquée dans les formes définies à l'article 15 est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents et prend ses décisions valablement à la majorité des membres présents ou représentés. **Les membres actifs et fondateurs ont seuls le droit de vote.** Tout membre actif ou fondateur peut donner procuration à un autre membre actif pour le représenter à l'Assemblée Générale. Ce dernier ne pourra représenter plus de trois membres actifs ou fondateurs.

Art. 18. Le Conseil d'Administration devra soumettre un rapport de gestion ainsi que les comptes de l'exercice écoulé et un projet de budget pour le prochain exercice de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale désignera deux membres actifs pour procéder à la vérification des comptes et faire rapport à l'Assemblée.

Art. 19. Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un procès-verbal dressé par le secrétaire et signé par celui qui a présidé la réunion, par le secrétaire et par les membres du Conseil présents à la réunion. Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour.

Les décisions prises sont portées à la connaissance des membres par le secrétaire.

De manière générale, les pouvoirs de l'assemblée générale sont ceux énumérés par la loi du 21 avril 1928.

Chapitre V.- Comptes annuels

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre. Par exception, la première année sociale commence à la date des présents statuts et finit le 31 décembre 2018. Chaque année, le conseil d'administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale le bilan ainsi que le compte des recettes et dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année suivante. L'excédent favorable des comptes sera versé la réserve. L'Assemblée Générale désignera chaque année pour la durée d'un an et parmi ses membres, deux contrôleurs des comptes annuels dont la mission est de faire rapport à l'Assemblée Générale subséquente sur la gestion des fonds sociaux. Les contrôleurs des comptes annuels ne peuvent être membres du conseil d'administration.

Chapitre VI.- Modification des statuts

Art. 21. Pour procéder à une modification des statuts, l'Assemblée Générale doit être convoquée en une session spéciale. Elle doit réunir les deux tiers au moins de ses membres actifs.

La proposition de modification doit être adoptée à la majorité des deux tiers des voix.

Si l'Assemblée Générale convoquée en session spéciale pour la modification des statuts ne réunit pas les deux tiers de ses membres, une nouvelle session sera convoquée. L'Assemblée Générale pourra alors valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents et dans les conditions précisées par la loi du 21 avril 1928.

L'objet des modifications aux statuts devra être spécialement indiqué dans la convocation à la session.

Chapitre VII.- Dissolution et Liquidation

Art. 22. Pour prononcer la dissolution de l'Association, l'Assemblée Générale doit se réunir en session spéciale. Pour délibérer valablement, les deux tiers au moins de ses membres doivent être présents. Si l'Assemblée Générale n'est pas en nombre, il sera convoqué une seconde session de l'Assemblée Générale qui pourra alors prononcer la dissolution quel que soit le nombre des membres présents.

La dissolution est prononcée lorsque trois cinquièmes au moins des membres présents ont voté dans ce sens.

Art. 23. En cas de dissolution, l'Assemblée Générale nommera un ou plusieurs liquidateurs.

Son patrimoine sera remis à titre de don à une association similaire ou à une œuvre de bienfaisance.

Chapitre VIII.- Dispositions Générales

Art. 24. Pour tout ce qui ne figure pas aux présents statuts, il est référé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et établissements d'utilité publique.

Ainsi fait en deux exemplaires à Luxembourg et signé par tous les membres fondateurs, le 17 septembre 2018

Annexe 1

Liste des membres fondateurs (par ordre alphabétique)

M. Wesley Deglise
M. Yves-Laurent Kayan
M. Cyril Lamorlette
M. Carlo Reding

Follow the translation in English. In case of discrepancy between the French and the English, the French version prevails.

ARTICLES OF ASSOCIATION of Association de la Finance Digitale, in abridged « AFiDi »

Registered office: 9 Avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette

ARTICLES OF ASSOCIATION AS APPROVED BY THE GENERAL ASSEMBLY xxx

Chapter I. - Name, Registered Office and Objectives

Chapter II. - Membership and Fees, resignations, exclusions and membership fees

Chapter III. - Administration

Chapter IV. - General Assembly

Chapter V. – Annual accounts

Chapter VI. - Amendments to the Articles

Chapter VII. - Dissolution and liquidation

Chapter VIII. - General Provisions

Chapter 1. – Name, registered office, purpose

Art. 1. Between the undersigning persons (list of founding members in appendix 1) and the persons who will adhere to this articles of incorporation in the future, an non-profit association (« association sans but lucratif ») ruled by the law of 21 April 1928 and by the present articles of incorporation is created under the name Association de la Finance Digitale, in abridged AFiDi

Art. 2. The Association's registered office is 9 Avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette. The Board of Directors can decide to transfer it in any place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Its duration is unlimited.

Art. 4. The Association's aim is to bring together all persons who show, in the context of their professional activity, an interest in the digital economy and finance and/or demonstrate a special interest in electronic and cryptographic money/payment.

It proposes to foster communication and the exchange of ideas between its members through regular meetings and by participation in internal or external working groups, as well as by organising conferences and debates on matters related to electronic and cryptographic money/payment and more generally related to digital economy

It also proposes to set up contacts with foreign associations with a similar purpose.

Chapter II. – Members, admission, resignations, exclusions and membership fees

Art. 5. The Association is made up of the following categories of members:

Active Members are those who perform ordinarily a professional activity in the field of electronic and cryptographic money/payment. They participate to the activities of the Association, pay yearly their membership fee and have voting rights

Associate Members are those who have not the status of Active Members nor Honorary or Founding Members ; they participate to the activities of the Association, pay annually their membership fee but do not have voting rights

Honorary Members are those designed as such by the Board of Directors, for instance persons who put their fame and influence at the service of the Association. They can participate to the activities of the Association. They do not have to pay membership fee and have no voting rights.

Founding Members are the people designated in the appendix one and who have founded the Association. Founding Members are also the persons becoming members of the association within one month after the date of founding of the association and who are designated as Founding Member by the Board of Directors. They participate to the activities of the Association, pay yearly their membership fee and have voting rights.

To be accepted as Member, unless as a statutory member, an application must be submitted to the Board of Directors, the articles of association have to be agreed on and the yearly membership fee as determined by the General Meeting must be paid.

The Board of Directors decides on the category to be applicable for each Member.

The Board of Directors decides on the admission of new members and on their category by a three-fifths majority.

Art.6. Membership may be lost:

- a) by death of civil incapacity
- b) possibly by decision of the Board of Directors, if the duly-summoned member has failed to pay his/her annual membership fee within a 3-month period after the due date,
- c) by decision of the Board of Directors in the event of serious actions likely to damage the Association's interests.
- d) by decision of the Board of Directors when the professional contact details of the member could not be found back.
- e) by exclusion pronounced by the General Meeting ruling by a majority of three-fifths of the votes.

Art. 7. The number of members is unlimited but the minimum number is five.

Art. 8. The membership fee for active and associate members is determined on an annual basis by the General Meeting ruling by simple majority of the participating members with a maximum amount of 500 euros. The amount is proposed by the Board of Directors.

Chapter III. – Administration

Art. 9. The association is run by a Board of Directors made up of at least five active members chosen among the Active Members, the Founding Members and the Honorary Members. Honorary Members cannot represent more than half of the members of the Board of Directors. Members of the Board of Directors appoint among their members a Chairman chosen among the Active or Founding Members, one or more deputy Chairmen, a secretary and a treasurer. A Board member's mandate is limited to a period of two years.

The Board of Directors may also join up with one or more Advisors recognised for their skills in the field of electronic and cryptographic money/payment and/or in the field of digital economy. The aforesaid Advisors shall be selected by validly elected Board members, mainly among the Associate Members of the Association. They are invited to meet with the Board and, generally speaking, assist it in the fulfilment of its duties.

Outgoing members may be re-elected twice.

Expenses are purely honorary.

Art. 10. The association may have a Scientific and Technical Committee (abbreviated as "CST"). The CST will be a group of experts with a scientific, technical academic and / or business intelligence allowing them to understand the issues related to the digital economy and finance in general and to electronic and cryptographic currencies / payments in particular; and to have a vision. The members of the CST could be personalities of the academic world, researchers, high-level personalities recognized for their skills in electronic / cryptographic currencies / payments and / or in digital economy.

The members of the CST will be chosen by the members of the Board of Directors. They will not be involved in the management of the Association.

The objective of the CST will be to raise the awareness of the association on scientific, technological and business developments in the areas of interest of the association. It will also aim to provide the Association with a theoretical and critical framework and to make available to members of the Association the results of the work carried out by the working groups that may be set up. In addition, the CST will contribute to the development of scientific, technical and professional documents published by the Association and will guarantee the quality of the thought, the consistency of the outputs and the positioning of the Association internally (publications, events , studies ...) and externally (interviews ...). Finally, the objective of the CST will also be to identify the most important topics for the association.

A "Membership and Operating Charter of the Scientific and Technical Committee" defined by the Board of Directors will define the operating procedures and governance of the CST.

Art. 11. In case of vacancy of one or several Board mandates, within the limit of half of the mandates, the Board members may by a specific decision taken with a three fifth majority of expressed votes, cover the replacement up to the next coming General Meeting, by way of a co-optation. In case of a

vacancy of more than half of the mandates, only a General Meeting, convened by the Board will be able to cover the replacements.

Art. 12. Board meetings shall be convened in writing by the Chairman or one or more deputy Chairmen.

Art. 13. Within the Board of Directors a quorum of half of the members is needed to take decisions. Decisions are taken by majority vote of the members present, unless the Articles of Association stipulate a qualified type of majority. In case of equality of votes, the vote of the Chairman of the Board of Directors prevails.

Art. 14. The Board of Directors manages the Association's affairs and represents it in all judicial and extra-judicial acts. It may take responsibility for delegating its powers to one of its members.

The Board of Directors has the power to issue internal rules of procedures, of which the content may cover any element of the Association's life. Such internal rules can be issued by a majority of present Board members when the internal rules of procedures were put on the Agenda of the meeting. For the modification of those rules a two third majority is required.

Art. 15. Under all circumstances, the Association is bound by the joint signatures of two members of the Board of Directors.

Chapter IV. – General Meeting

Art. 16. The General Meeting sits at least once a year for an ordinary session during the first quarter of the calendar year. It is, in addition, convened by the Board of Directors whenever this is deemed necessary or when requested by one-fifth of the members. Members are invited to attend simply by being sent individual letters or by any other means of communication, if necessary by e-mail, or via the press, at least two weeks prior to the meeting.

The notice of meeting must contain an agenda.

Art. 17. A General Meeting convened in due form as defined by article 15 is duly constituted whatever the number of members present and takes valid decisions by majority vote of the members present or represented. Only Active or Founding Members have a right to vote. Any Active or Founding Member may grant a proxy to another Active member to represent him/her at the General Meeting. A member cannot hold more than 3 proxies.

Art. 18. The Board of Directors shall submit a business report as well as the accounts for the previous financial year and a draft budget for the next year to the General Meeting.

The General Meeting shall appoint two Active Members to control the accounts and report back to the General Meeting.

Art. 19. Decisions taken by the General Meeting are recorded in minutes prepared by the secretary and signed by the chair of the meeting, by the secretary and by the members of the Board attending the meeting. Resolutions which are not at the agenda could be taken.

Members are notified by the secretary of the decisions taken.

In general, the powers of the General Meeting are those stated in the law of 21 April 1928.

Chapter V.- Annual accounts

Art. 20. The financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December. Exceptionally, the first financial year starts at the date of the present articles of incorporation and ends on 31st December 2018. Every year, the Board of Directors will submit to the General Meeting for approval the balance-sheet and the profits and losses account of the year ended together with the budget for the next year. Profit will be allocated to a reserve. The General Meeting will appoint every year among its members two persons in charge of controlling the annual accounts. They will report to the General meeting. They cannot be chosen among the members of the Board of Directors.

Chapter VI. – Amendment of the articles of association

Art. 21. In order to make an amendment to the articles of association, a General Meeting must be convened for a special sitting. Two-thirds of its members must be present.

The amendment proposal must be adopted by a majority of two-thirds of the votes.

If two-thirds of its members are not present at a General Meeting convened for a special sitting to amend the articles of association, a new session shall be convened. The General Meeting may then take valid decisions whatever the number of members present and in accordance with the Law of 21 April 1928.

The purpose of the amendments to the articles of association shall, in particular, be indicated in the notice of meeting.

Chapter VII. – Dissolution and liquidation

Art. 22. In order to pronounce the dissolution of the Association, the General Meeting must meet for a special session. To take valid decisions, at least two-thirds of its members must be present. If a sufficient number of members are not present at the General Meeting, a second session of the General Meeting shall be convened which may then pronounce the dissolution whatever the number of members present.

Dissolution is pronounced when at least three-fifths of the members present vote for dissolution.

Art. 23. In the event of dissolution, the General Meeting shall appoint one or more liquidators.

Its assets shall be gifted to a similar association or to a charitable institution.

Chapter VIII. – General provisions

Art. 24. For anything not appearing in these articles of association, please refer to the Law of 21 April 1928 on non-profit-making associations and institutions of public benefit.

Appendix 1

List of Founding Members (alphabetical order)

M. Wesley Deglise
M. Yves-Laurent Kayan
M. Cyril Lamorlette
M. Carlo Reding